

Cellule communication

Tel : 24.66.13

Mardi 26 mai 2015

COMMUNIQUE

Participation de Monsieur Jean-Louis d'Anglebermes, Vice-Président du gouvernement au Séminaire régional du Comité spécial de décolonisation des Nations Unies – Managua, Nicaragua, du 19 au 21 mai 2015

Monsieur Jean-Louis d'Anglebermes, Vice-Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a représenté le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie au Séminaire régional Caraïbe du Comité des 24. Il a participé à ce séminaire annuel conformément aux dispositions du point 3.2.1. de l'Accord de Nouméa qui prévoit que *"le cheminement [de la Nouvelle-Calédonie] vers l'émancipation sera porté à la connaissance de l'ONU"*.

Le 19 mai, M. d'Anglebermes a prononcé un discours devant les 29 Etats membres du Comité de décolonisation, de nombreux autres membres des Nations Unies et les représentants d'autres territoires dit "non-autonomes" inscrits sur la liste des pays à décoloniser (les Samoa Américaines, Guam, Turks et Caicos, Saint Hélène et le Sahara occidental). Un grand nombre de représentants de la société civile et d'experts de la question de la décolonisation participaient par ailleurs à ces discussions.

Dans son intervention, M. d'Anglebermes a présenté brièvement l'actualité institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie. Il est revenu sur les prochaines étapes de la finalisation de l'Accord de Nouméa. A ce titre, il a abordé les questions de l'identité Kanak, de la citoyenneté calédonienne, de la plus grande place devant être faite aux Calédoniens dans l'administration de l'Etat, du rééquilibrage économique et social et des transferts de compétences restant à opérer relatifs à l'article 27 et à la tutelle de l'ADRAF.

M. d'Anglebermes est ensuite revenu sur les autres enjeux et la dernière mandature de l'Accord de Nouméa : sur le secteur de la mine et de la métallurgie, sur la réforme du modèle économique et social et sur le renforcement de l'insertion de la Nouvelle-Calédonie en Océanie. Il a enfin évoqué la perspective de la consultation de sortie de l'Accord de Nouméa.

En marge de ce séminaire, le Vice-Président du gouvernement a pu s'entretenir avec le président du comité des 24, représentant permanent de l'Equateur auprès des Nations Unies. Il a également rencontré l'ambassadeur de France au Nicaragua et plusieurs représentants d'Etats membres du C 24 et de territoires non-autonomes inscrits sur la liste des pays à décoloniser des Nations Unies.